**ALLOCUTION DU CAMARADE LAMBERT MENDE OMALANGA A L’OCCASION DU 26ème ANNIVERSAIRE DE LA DEMOCRATISATION**

Distingués invités,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Chers camarades de la Convention des Congolais Unis,

Cela fait exactement 26 ans depuis que le Maréchal Mobutu annonçait dans un discours prononcé à la N’Sele la démocratisation de notre pays. En commémorant cet événement, nous ne devons pas perdre de vue que la démocratisation ainsi décrétée par un homme qui avait régné sans partage durant près de trente ans et institué une dictature féroce dans notre pays ne fut pas un fait gratuit. C’était le résultat de longues luttes d’émancipation et de libération menées par des forces progressistes et nationalistes dès les lendemains de l’accession de notre pays à l’indépendance en 1960. Il est important d’en cerner lucidement les contours pour éviter le piège de l’oubli ou de la banalisation des efforts inlassables de nombreux compatriotes dans la lutte pour la véritable démocratisation de la République Démocratique du Congo.

En effet, il faut se rappeler que l’assassinat de notre Héros National, l’inoubliable Patrice Emery Lumumba le 17 janvier 1961, avait été en réalité le point culminant des efforts désespérés d’une clique néocolonialiste s’appuyant sur ses complices congolais pour étouffer dans l’œuf l’indépendance qu’elle avait dû concéder le 30 juin 1960 ; l’indépendance qui est au niveau d’une nation l’autre mot pour désigner la démocratisation. Les puissances capitalistes qui s’invitent aujourd’hui dans notre pays pour prétendument nous offrir la démocratie sur un plateau ne doivent plus compter sur la crédulité de notre peuple. C’est avec les mêmes discours lénifiants que l’indépendance de 1960 avait été réduite en un colifichet vide de sens.

Pour l’édification de ceux d’entre nous qui n’étaient pas encore nés ou qui étaient encore enfants ou adolescents pendant ces événements de 1960, ce sont ces mêmes puissances qui nous rabattent les oreilles aujourd’hui en fétichisant des dates pour certaines élections dites « importantes » (les législatives et la présidentielle) au détriment des élections à la base, qui avaient vidé l’indépendance, donc la démocratisation de 1960, de toute substance.

Après avoir réussi l’élimination de Patrice Lumumba, dont ils avaient confié la sous-traitance à des concitoyens ambitieux et corrompus, ces mêmes puissances avaient placé à la tête du pays un régime chargé de sauvegarder leurs intérêts acquis durant la colonisation. Trente années durant, des patriotes soucieux de rétablir les Congolais dans leur dignité se sont battus sans relâche, parfois au prix du sacrifice suprême, comme Pierre Mulele. D’autres, comme Antoine Gizenga et Mzee Laurent-Désiré Kabila prirent le chemin de l’exil pour mieux affronter le système néocolonial ainsi placé à la tête de la RDC et se donner une chance d’y rétablir la souveraineté et la démocratie.

Ainsi, lorsque le Maréchal Mobutu annonçait la démocratisation de la République du Zaïre le 24 avril 1990, il n’était pas sincère. Il ne s’agissait pas d’une démocratisation réelle. Le dictateur, coincé et pressé de l’intérieur et par le vent de l’histoire jetait de la poudre aux yeux de l’opinion nationale et internationale en offrant le partage du pouvoir qu’il détenait depuis trente avec une certaine opposition petite bourgeoise. On se souviendra qu’au lendemain du discours de la N’Sele, il avait d’abord tenté de limiter strictement le multipartisme à trois formations politiques dont certaines n’existent aujourd’hui que de nom, avant de torpiller sa propre tentative de démocratisation en multipliant à l’infini le nombre des partis politiques. Une stratégie qui visait, en réalité, à rendre impossible toute démocratisation authentique. Il faut donc retenir que l’anniversaire commémoré ce jour est celui d’une démocratisation fallacieuse par laquelle le régime dictatorial et néocolonial décadent a tenté et réussi à récupérer le pouvoir qui lui échappait.

Pour s’en convaincre, il suffit de se rappeler qu’il avait fallu attendre sept années supplémentaires, jusqu’au 17 mai 1997, qu’il soit défait militairement par une coalition de forces progressistes et nationalistes ayant à sa tête le lumumbiste nationaliste Mzee Laurent-Désiré Kabila. Cette force politique tentait laborieusement de rétablir les Congolais dans leur dignité en rendant effectivement le pouvoir au peuple en lui permettant de se prendre en charge lorsque Mzee Laurent-Désiré Kabila sera lâchement assassiné le 16 janvier 2001. Mais l’assassinat de Mzee Kabila n’a pas suffi pour éteindre la flamme nationaliste et émancipatrice au Congo-Kinshasa car, les forces patriotiques qu’il avait implantées dans le pays répliquèrent en portant un autre lumumbiste-kabiliste à la tête de l’Etat. Il s’agit de Joseph Kabila Kabange, le Président de la République actuel, qui a lancé, contre vents et marées, un processus de démocratisation qui poursuit son bonhomme de chemin, malgré les assauts répétés des forces adverses qui n’ont, de toute évidence, pas renoncé à le torpiller.

La lutte pour l’émancipation totale du peuple congolais, l’indépendance et la démocratisation est donc loin d’être terminée. De nombreux pièges en jalonnent le parcours. Il nous appartient de les démanteler. L’objectif final réside dans la restitution au peuple de ce pays du pouvoir qui lui a été confisqué, dans l’auto-détermination des Congolais qui doivent pouvoir décider librement de leur devenir sans les diktats de ceux qui se prennent pour les maîtres d’un monde réduit aux dimensions de la seule RDC, comme au bon vieux temps de la « colonie internationale » qu’elle fut en 1885.

Rendre le pouvoir au peuple, lui permettre de s’auto-déterminer, du point de vue économique, c’est ce que M’zee Laurent-Désiré Kabila avait déjà initié à travers la création de la Réserve Stratégique pour assurer la sécurité alimentaire de ses compatriotes. Mais aussi, la création des Cantines populaires ou encore du Service national pour disponibiliser des aliments de qualité à des prix accessibles aux plus démunis. Rendre le pouvoir au peuple, lui permettre de s’auto-déterminer, du point de vue politique, c’est lui donner la possibilité non seulement d’élire des dirigeants, mais aussi et surtout de déterminer en pleine autonomie la forme de l’Etat, son système de gouvernance et d’y revenir souverainement sans interférences extérieures au gré de sa propre évolution historique et sociologique.

Pour être effective et authentique, la démocratisation de notre point de vue à nous, nationalistes-lumumbistes-kabilistes, doit être intégrale et ne pas se limiter à quelques scrutins qui font l’affaire de coteries petites bourgeoises. La démocratisation intégrale est celle qui permet à tout patriote qui en a la volonté et la capacité de gérer un quartier, un village, un secteur, une commune pour le bien de la masse. Une telle démocratisation est la seule susceptible d’inverser la courbe des priorités des gouvernements vers le peuple en rendant effectivement le pouvoir à la base.

Le piège le plus dangereux qui guette notre processus démocratique est donc celui d’une démocratisation partielle dans lequel certaines puissances étrangères veulent nous plonger. Une démocratisation qui se limite à des élections des députés nationaux et du président de la République, pour la simple et unique raison que lesdites puissances, maîtres autoproclamés du monde, ne sont pas concernées par la vie quotidienne dans nos secteurs, communes et municipalités et ne sont intéressées qu’à fabriquer des interlocuteurs dociles aux niveaux du Gouvernement central et à la tête de l’Etat où se prennent les décisions relatives aux relations d’Etat à Etat. Cela ne peut pas être accepté. C’est une tromperie dangereuse que de faire croire que ces institutions du pouvoir central seraient plus importantes pour notre peuple que celles à la base. En réalité, pareille démocratisation extravertie qui instaurerait un parlement pour voter des lois et ratifier des accords internationaux qui ne sont pas toujours prioritaires pour notre peuple et un exécutif national qui mettrait en œuvre des programmes proposés et imposés de l’étranger ne serait qu’un retour à la case de départ de 1960. C’est, malheureusement, l’objectif que visent ceux de nos compatriotes qui, manipulés par les puissances néocolonialistes, se disent prêts à brûler la maison Congo à cause des délais constitutionnels portant sur les seules élections législatives et présidentielle pour opérer des changements politiques superficiels et de façade alors que le fond demeurerait le même. Les nationalistes que nous sommes combattrons ces velléités qui visent, en réalité, à freiner l’élan du peuple congolais vers son plein épanouissement.

C’est ainsi qu’il y a lieu de saluer l’initiative heureuse du Président de la République, Joseph Kabila Kabange, de convoquer un dialogue national inclusif, non pas pour se partager le pouvoir au détriment du peuple encore une fois, mais recadrer les priorités de l’action publique et baliser le chemin vers une démocratie qui vaille la peine.

Je vous remercie.